

Cyber Crucible est-il conforme à la loi émiratie sur la protection des données ?

Réponse courte : Oui, dans le cadre de la même architecture — collecte minimale, traitement local, et options de déploiement où les données ne quittent jamais le pays. Un point spécifique aux Émirats arabes unis mérite attention : si votre entité relève de la DIFC ou de l'ADGM, un régime différent s'applique par rapport à la loi fédérale.

Ce que la loi exige

Le décret-loi fédéral n° 45 de 2021 des Émirats arabes unis établit le cadre fédéral de protection des données personnelles. Il autorise un éventail plus large de bases légales que les régimes du Golfe davantage centrés sur le consentement, et adopte une approche fondée sur les risques et les garanties en matière de transfert transfrontalier, plutôt qu'une localisation stricte. La mise en œuvre a dépendu des règlements d'application — un domaine qui a évolué, il convient donc de vérifier la position actuelle.

La question des zones franches

C'est un piège fréquent. Le DIFC (Dubai International Financial Centre) et l'ADGM (Abu Dhabi Global Market) disposent de leurs propres régimes de protection des données, distincts de la loi fédérale. Si votre entité est établie dans l'une ou l'autre de ces zones, les règles applicables et l'autorité de contrôle diffèrent.

Déterminez quel cadre vous régit avant d'évaluer tout fournisseur — la réponse détermine ce que vous devez être en mesure de démontrer.

Ce qui s'applique spécifiquement ici

- **Flexibilité de la base légale** — l'éventail plus large de bases signifie qu'un raisonnement de type « intérêt légitime » pour le traitement lié à la sécurité est généralement plus praticable que dans les régimes centrés sur le consentement.

- **Garanties relatives aux transferts** — la mise en zone régionale (staging) maintient le traitement au sein des Émirats arabes unis ; un déploiement en air gap élimine totalement le transfert.
- **Rôle de sous-traitant** dans le cadre d'un DPA écrit, selon vos instructions documentées.

“ Statut au moment de la rédaction — vérifiez les exigences actuelles, y compris les règlements d'application et l'applicabilité aux zones franches, auprès d'un conseil juridique local.

Revision #1

Created 2026-07-24 07:08:58 UTC by Dennis Underwood

Updated 2026-07-24 07:08:58 UTC by Dennis Underwood